

## Remise officielle du rapport de recherche

### Comprendre les dimensions de la pauvreté en croisant les savoirs « *Tout est lié, rien n'est figé* »

#### Rapport remis par :

- L'équipe de recherche,
- Le Mouvement ATD Quart Monde,
- Le Secours Catholique - Caritas France,
- L'Association des Centres Socio-Culturels des 3 cités de Poitiers,
- Une enseignante-chercheuse de l'Institut Catholique de Paris.

#### à :

- Madame Élisabeth BORNE, Ministre de la Transition Écologique et Solidaire,
- Madame Christelle DUBOS, Secrétaire d'État auprès de la Ministre des Solidarités et de la Santé,
- en présence de Monsieur Olivier NOBLECOURT, Délégué interministériel à la prévention et à la lutte contre la pauvreté.

#### Délégation présente :

##### Pour l'équipe de recherche :

Abdallah Bendjaballah, Chantal Consolini-Thiébaud, Marianne de Laat, Bafodé Diaby, Jean-Claude Dorkel, Évelyne Dubois, Marie-Hélène Dufernez, Gerardo Gil, Elena Lasida, Marion Navelet et Pascale Novelli.

##### Pour les représentants des groupes de pairs :

Louisa Amirèche, Martine Boufang, Awa Diouf, Noumeton Amahaya Seth Régis.

##### Pour les représentants des partenaires :

Claire Hédon, Isabelle Bouyer, Véronique Fayet, Philippe Lefilleul, Mamadou Souaré, Vincent Divoux, Émilie Perraudin, Julie Clair-Robelet, Matthieu Tessier, Pierrick Dubourg

Madame **Élisabeth BORNE**, Ministre de la Transition Écologique et Solidaire et Madame **Christelle DUBOS**, Secrétaire d'Etat auprès de la Ministre des Solidarités et de la Santé, nous accueillent au ministère des solidarités et de la santé.

**Claire Hédon**, présidente du Mouvement ATD Quart Monde France, introduit :

C'est avec grand plaisir et même de la fierté que nous vous remettons aujourd'hui, Mesdames les ministres, ce rapport sur les dimensions de la pauvreté. Il est le fruit d'une recherche menée en France, pendant 3 ans, avec nos partenaires le Secours Catholique - Caritas France, le Centre Socio-Culturel des 3 cités à Poitiers et le monde universitaire. Ce programme s'inscrit dans une recherche internationale menée par ATD Quart Monde et l'Université d'Oxford, dans 6 pays du monde, trois pays du Nord et trois pays du sud.

C'est aujourd'hui la journée mondiale du refus de la misère consacré aux droits de l'enfant, à l'occasion du 30<sup>ème</sup> anniversaire de la convention internationale des droits de l'enfant. Des parents engagés dans cette recherche disait : *« Les enfants sont le moteur de notre vie, ils sont notre raison de vivre, ils nous poussent à sortir de la misère, nous donnent de la force. On se fait violence aussi pour nos enfants, on accepte de tendre la main, d'être humilié. On se sent responsable d'eux. On se bat avec d'autres pour que tous les enfants ne connaissent pas la pauvreté. »*

C'est pour redire à quel point, les premiers à lutter contre la pauvreté des enfants, ce sont leurs parents.

Pour nous, ce rapport est fondamental, à plusieurs titres. D'abord des personnes en situation de pauvreté y ont participé comme co-chercheurs, pas simplement auditionnées. Et vous savez à quel point à ATD Quart Monde, nous sommes convaincus que cette question de la participation est le seul moyen de lutter efficacement contre la pauvreté. On n'y arrivera pas sans elles. Il faut mieux comprendre la pauvreté pour mieux l'éradiquer et ce, avec les personnes concernées. Nous espérons ainsi faire évoluer le regard de la population sur les personnes en situation de pauvreté. Et nous espérons aussi, qu'à partir de ce travail, nous puissions définir de nouveaux indicateurs de pauvreté, complémentaires de ceux qui existent et qui seraient un peu plus justes.

Nous vous remettons ce rapport parce que, en tant que Ministre de la Transition Écologique et Solidaire, vous êtes en charge de la coordination des Objectifs de développement durable dont le premier est l'élimination de la pauvreté. Et c'est vrai qu'au départ, cela pouvait paraître non évident notre envie que vous soyez présente à cette remise. Et vous Christelle Dubos, cela tombait plus sous le sens, bien sûr parce que vous avez en charge la stratégie de la pauvreté, et Olivier Noblecourt en tant que délégué interministériel.

Pour éradiquer la pauvreté, et c'est l'objectif que s'est fixé le Président de la République il y a un an, au moment de l'annonce de la stratégie pauvreté, on se dit

qu'il faut que ce soit l'ensemble des politiques publiques, l'ensemble des lois qui aient comme objectif l'éradication de la pauvreté. Cela veut vraiment dire l'accès de tous aux droits de tous : accès au logement, à l'éducation, à la santé, à la culture, au travail... Vous allez l'entendre dans ce rapport, c'est pour que les personnes sortent de la dépendance, aient plus de pouvoir d'agir, et sans que cela ne renforce les peurs et souffrances et la maltraitance sociale (vous allez entendre ce terme qui n'est pas contre les personnes mais qui est une mécanique qui se met en place), et en prenant en compte leurs compétences et leur savoir.

Vous l'avez dit lors de l'Anniversaire de l'adoption de l'Agenda 2030 et de ses ODD, Madame la ministre : « *Il n'y a pas d'un côté le défi climatique et de l'autre les enjeux sociaux. Le progrès humain fait partie de l'écologie. C'est ça la transition écologique et solidaire, et les objectifs du développement durable.* »

Je voulais redire qu'on partage cette analyse et pour qu'elles soient efficaces, nous demandons que les lois et politiques publiques soient évaluées par rapport à leur impact sur les 10 % les plus pauvres et au regard des Objectifs du Développement Durable et ceci en travaillant sur ses deux axes.

---

**Chantal Consolini**, volontaire-permanente d'ATD Quart Monde, membre de l'équipe de recherche, introduit la délégation :

Mesdames les ministres, Monsieur le chargé interministériel, Mesdames, Messieurs, nous allons prendre la parole à tour de rôle pour vous communiquer les résultats de cette recherche. Nous avons préparé ensemble, nous avons écrit nos interventions, car ce n'est pas si facile d'être ici, devant vous. Mais aussi parce que nous représentons d'autres, qui ont travaillé avec nous dans cette recherche.

Ici sont présents des membres de l'équipe de recherche France qui ont travaillé pendant trois ans dans cette recherche. Ils étaient douze : quatre personnes en situation de pauvreté, quatre professionnels agissant dans les champs social, associatif et du pouvoir d'agir, quatre personnes du domaine de la recherche et de l'étude de la pauvreté.

Nous avons rejoint par cette recherche vingt-deux groupes de pairs à travers la France, rassemblant des personnes de trois sources de savoir différents : savoir du vécu de la pauvreté, savoir d'action des professionnels et savoir d'étude des chercheurs, soit 150 personnes. Sont là aussi quelques représentants de groupes de pairs qui ont travaillé avec nous, du Centre Socio-culturel des 3 cités à Poitiers et du Secours Catholique.

Et puis nous accompagnent des représentants : présidents, directeurs, responsables et administrateurs des partenaires de cette recherche.

Pour commencer, **Madame Dubois** intervient au nom des quatre militants de l'équipe de recherche. Ils ont l'expérience de la pauvreté. Ils se sont engagés pendant trois ans dans l'équipe de recherche, se réunissant une journée par semaine. Ils ont beaucoup travaillé pour que leur savoir du vécu soit pris en compte dans ce programme. Ils vont vous dire pourquoi ils ont voulu y participer.

Merci de nous permettre de vous parler directement. Souvent, d'autres sont obligés de parler à notre place parce que notre voix n'est pas entendue. Aujourd'hui, nous parlons en notre nom et au nom de tous ceux qui ne peuvent pas être ici.

Le discours sur les pauvres est violent dans la société. Nous serions des assistés, des fainéants, nous profiterions des aides sociale. Ce discours enferme beaucoup d'entre nous dans le silence et la honte. Nous voulons dire aujourd'hui que nous n'attendons pas, assis, la main tendue devant les institutions. Nous nous battons tous les jours pour survivre.

Notre participation à cette recherche est la continuité de notre lutte quotidienne pour sortir de la pauvreté. Nous sommes aussi engagés dans des associations car nous voulons que nos combats servent à d'autres.

Nous avons voulu participer à cette recherche pour montrer que nous avons un savoir utile pour d'autres. Nous savons faire des choses avec nos mains et avec nos têtes.

Beaucoup de rapports ont été faits sur la pauvreté, mais c'est la première fois que les premiers concernés participent à une recherche scientifique comme chercheurs à égalité. Pour nous, ce n'était pas toujours évident de travailler avec des universitaires et des professionnels. Mais la participation n'est pas magique, il faut du temps, de la confiance et une méthode solide. Nous avons réussi parce que chacun de nous a reconnu le savoir de l'autre.

---

**Madame Lasida**, enseignante chercheuse à l'Institut Catholique de Paris, socio-économiste, va nous dire pourquoi avoir voulu coordonner en tant qu'universitaire cette recherche en France.

Parce que cette recherche sur la pauvreté proposait une démarche très originale pour intégrer l'expérience des personnes en situation de pauvreté. Cette originalité est celle que vient d'évoquer Madame Dubois.

Dans les études sur la pauvreté on va solliciter les personnes en situation de pauvreté comme des témoins. On va ainsi collecter des informations et des récits de leur expérience qui deviennent, dans le cadre de la recherche, des données. Et ensuite le chercheur interprète, analyse et modélise ces données. La pauvreté est ainsi considérée comme un objet d'étude.

Par contre, dans la recherche que nous avons menée, l'expérience de la personne en situation de pauvreté n'était pas considérée comme une donnée mais comme un savoir. A partir de son expérience de la pauvreté, on considère que la personne a une manière propre de penser et de comprendre la réalité qui ne se limite pas au récit de l'expérience vécue. De ce fait la pauvreté passe du statut d'objet d'étude à celui de sujet d'étude.

Aujourd'hui on parle de plus en plus de participation, et de passer du "faire pour" au "faire avec". Mais cette participation se situe rarement au niveau de la création de connaissances. Dans notre recherche, la parole des personnes qui ont l'expérience de la pauvreté n'a pas été considérée comme une ressource, une donnée, mais elle est a été sollicitée en tant que source de savoir. Il s'agit en ce sens d'une expérience épistémologique nouvelle : d'une nouvelle manière de construire de la connaissance. Voilà pourquoi cette recherche m'a semblé particulièrement intéressante.

---

Vingt-deux groupes de pairs ont travaillé dans ce programme. Parmi eux, douze groupes de personnes en situation de pauvreté, nous trouvons une diversité de personnes, avec des parcours de vie très différents : jeunes, adultes en âge de travailler, personnes âgées ; personnes ayant plongé dans la pauvreté, ou d'autres qui sont nés dans une famille pauvre ; personnes sans emploi ou travaillant le plus souvent dans des emplois précaires ; personnes avec une expérience récente de migration, avec ou sans statut administratif. Cette recherche a eu lieu en milieu rural et urbain.

Sans enlever la spécificité des différents groupes, les résultats montrent des aspects communs, regroupés dans huit dimensions et deux expériences constantes et transversales : le combat et la dépendance.

**Monsieur Dorkel et Madame Boufang** parlent du combat.

La pauvreté est un combat. Ce sont des combats.

On se bat pour les droits, pour que les droits soient respectés.

On se bat pour trouver où dormir le soir quand on est dans la rue.

On se bat pour les enfants, pour qu'ils vivent comme tous les enfants, pour qu'ils aient ce qu'il faut.

On se bat contre les souffrances et les peurs provoquées par les privations, par le regard négatif de la société, par la maltraitance des institutions.

C'est un combat pour ne pas perdre la dignité. Et ce combat est fatigant, usant.

Les situations vécues obligent à se surpasser.

Un groupe de pairs disait : « *C'est un combat continu : il faut se défendre et se battre tous les jours pour survivre et s'en sortir. Parfois cela nous décourage, parfois on a les forces pour continuer le combat.* »

Le combat, c'est aussi une résistance face à la pauvreté : on apprend à se débrouiller, on trouve des moyens pour s'en sortir, pour faire face aux problèmes. On cherche continuellement des solutions.

Un groupe de pairs disait, à propos du combat, c'est : « *Ne pas baisser les bras malgré la souffrance ou la famine, la fatigue. Ne pas être paralysé malgré les démarches sans réponses. Ne pas être sourde, ne pas être muette, malgré les questions sans réponses ou les refus. C'est continuer le combat.* »

---

## **Madame Diouf** explique ce qu'est la dépendance quand on vit dans la pauvreté.

La dépendance, c'est être sous l'autorité partielle ou totale d'une tierce personne physique ou morale. C'est une relation de domination, mais il y a différents degrés, ce n'est pas figé. On n'est pas libre, on n'est pas autonome, on est bloqué, on perd sa dignité et on est rabaissé.

La dépendance, c'est de ne pas pouvoir faire seul ce qu'on aurait envie de faire ou besoin de faire soit même. J'ai besoin d'une institution, ou de quelqu'un qui m'aide. Par exemple : les gens qui n'ont pas de logement sont obligés de demander un hébergement provisoire. Soit dans un foyer, soit chez un particulier. Dans ces deux cas on n'est pas libre de nos actes, on n'a pas d'intimité, on ne peut pas avoir de visite,

Un autre exemple : lorsqu'on n'a pas de voiture, on est obligé de demander à quelqu'un ou on est dépendant des transports en commun.

Il est difficile de parler de dépendance sans parler de soumission. La dépendance c'est d'être soumise aux personnes qui t'apportent de l'aide. C'est être obligé de faire ce qu'on t'impose de faire, en idée et en acte.

Tu deviens vulnérable, tu perds ta dignité, tu perds ton honneur et ta fierté...

---

Outre ces deux expériences transversales et constantes, huit dimensions ont été définies. Certaines sont connues et reconnues. D'autres dimensions sont moins connues. Nous choisissons de passer plus vite sur 5 d'entre elles présentées par **Monsieur Gil** et **Madame Navelet**.

Une dimension concerne les **privations matérielles et de droits** : il s'agit à la fois de ressources financières insuffisantes, de mauvaises conditions matérielles, de droits qui manquent, du non-accès aux droits et des obstacles que rencontrent les personnes pour avoir accès à leurs droits. Par exemple : revenu insuffisant ; manque d'accès aux soins pour raison économique ; ne pas pouvoir payer ses médicaments ; avoir froid ; logement insalubre.

**La dégradation de la santé physique et mentale** : il s'agit des effets négatifs de la pauvreté sur la santé physique et mentale. La santé ainsi fragilisée maintient encore

plus dans la pauvreté. Par exemple : vieillissement prématuré ; espérance de vie réduite : selon une étude Insee, les hommes les plus aisés vivent en moyenne 13 ans de plus que les hommes les plus modestes ; cet écart est de 8 ans chez les femmes.

**L'isolement** : cette dimension traite de la rupture des liens entre les personnes en situation de pauvreté et leur entourage. La pauvreté peut casser les relations avec les autres : famille, amis, voisins. Par exemple, on n'ose pas inviter des personnes dans un logement trop petit ou quand on n'a rien à offrir.

**Contraintes de temps et d'espace** : c'est la relation au temps, ne pas pouvoir prévoir son avenir, vivre au jour le jour et perdre la notion du temps (notamment pour les personnes qui vivent dans la rue).

Il s'agit aussi de la relation à l'espace : ne pas avoir d'intimité quand on habite dans un deux pièces avec une famille nombreuse ; ne pas pouvoir avoir un espace à soi quand on est hébergé de droite de gauche.

**La maltraitance sociale** : il s'agit du regard méprisant de la société, de préjugés sur les personnes qui sont dans une situation de pauvreté. La société les juge, elle les exclut ou elle ne les voit pas, ils sont transparents, invisibles.

---

Nous nous attardons maintenant sur trois dimensions moins connues et moins prises en compte. Nous allons entendre **Monsieur Bendjaballah** et **Madame Amirèche** nous parlent tout d'abord de la dimension "Peurs et souffrances".

La pauvreté induit un sentiment d'insécurité dans les vies. Certaines émotions sont omniprésentes, envahissantes.

Le sentiment de peur a été cité par tous les groupes de personnes en situation de pauvreté : peur d'être expulsé, peur du lendemain, peur du placement des enfants, peur de manquer, peur du jugement des autres...

Les mots sont forts : on se sent piégé, jugé, rejeté ; on se sent anormal, inutile ; on perd sa fierté, on baisse la tête, on a honte.

Dans la recherche, nous avons entendu : Mais ces émotions ne sont pas propres à la pauvreté ! Ces émotions ne font pas partie de la pauvreté !

Certains d'entre nous n'avaient pas fait le lien entre la pauvreté et l'intensité de ces émotions négatives. La société renvoie l'image de personnes fragiles, vulnérables et une image culpabilisante. Mais on ne naît pas avec la peur, la honte, le sentiment d'infériorité. Ces souffrances sont provoquées par les conditions de vie indignes qui sont imposées : les minimas sociaux ne permettent pas de vivre dignement ; elles sont provoquées aussi par les réactions de la société et les discours politiques méprisants.

Ces émotions sont là, sont présentes. Elles influencent ce qu'on fait. Parfois, elles réduisent la capacité à agir, parfois elles donnent de l'énergie pour continuer à se

battre. Elles peuvent mettre la vie en danger, touchant parfois même la santé. Et cela aggrave encore plus la situation de pauvreté. C'est la double peine.

Ces émotions ne sont pas anecdotiques, elles ne sont pas à la marge.

Elles ne sont pas non plus seulement une conséquence de la pauvreté qui disparaîtrait si on réduit les privations. Elles peuvent en devenir une cause en amenant les personnes à s'isoler, à se méfier ou à parfois renoncer aux aides extérieures pouvant leur être proposées.

Et une fois la tête sortie de l'eau, les peurs sont encore là, elles suivent, avec la crainte de perdre la sécurité acquise et de dégringoler de nouveau.

---

**Monsieur Noumeton** nous parle de la maltraitance institutionnelle, très liée à la dimension précédente.

La maltraitance institutionnelle est une autre face de la dimension sociale. Elle consiste en l'incapacité des institutions nationales et internationales, de par leurs actions ou inaction, à répondre de manière appropriée et respectueuse aux besoins des personnes en situation de pauvreté.

Souvent dans l'élaboration des politiques, les institutions ont tendance à stigmatiser cette frange de la société.

La conception et la mise en œuvre de ces politiques façonnent des attitudes discriminatoires et tendent à exclure ces personnes qui bien souvent ressentent du jugement ou de la domination.

À titre d'exemple nous pouvons parler des malades en situation de pauvreté considérés comme de seconde zone. Si c'est pas les refus des cabinets médicaux quand on est bénéficiaire de la CMUC, ce sont les déserts médicaux dans les zones rurales.

Aussi nous pouvons parler des migrants en attente de régularisation ou sans statut administratif. Ne pas avoir le droit de travailler est un grand problème. Cela les met en précarité. Déjà, ils sont confrontés aux difficultés de traitement de leur dossier administratif et parfois, il leur faut plusieurs mois, voire années avant que leur situation soit étudiée.

---



Face à ces maltraitances, à ces privations, les personnes en situation de pauvreté développent des compétences. C'est ce que nous expliquent **Madame Dubois** et **Madame Navelet**.

La pauvreté n'a pas que des dimensions négatives. Les personnes en situation de pauvreté développent des savoirs pour survivre et résister à la pauvreté. Mais la société les considère trop souvent comme des moins que rien, des personnes inutiles et de trop.

Ces savoirs peuvent servir, notamment dans un contexte où le monde cherche des alternatives au changement climatique.

Une personne en situation de pauvreté disait : « *Nous sommes les inventeurs du développement durable. Nous savons récupérer, recycler, faire durer la vie des objets. Nous savons cuisiner les restes, refaire du neuf dans du vieux. Nous glanons, nous récupérons les invendus dans les poubelles ou en fin de marché. Rien ne se perd.* »

Nous pensons à cette femme qui explique : « *Pour m'en sortir, pour pouvoir acheter le repas, je récupère des sacs plastiques que je ramène aux magasins. Cela me donne des points sur ma carte du magasin. J'en parle aussi à d'autres pour qu'ils fassent pareil. Cela protège aussi la planète.* »

Dans les difficultés, les personnes en situation de pauvreté développent une solidarité. Elles font du bénévolat, elles s'engagent dans des associations pour être utile à d'autres. Mais des travailleurs sociaux ou pôle emploi leur reprochent de perdre leur temps, le bénévolat les empêchant de chercher du travail.

Si le savoir des personnes étaient valorisés et reconnus, il permettrait une meilleure compréhension et pourrait être un levier pour agir mieux contre la pauvreté.

---

Madame Dubois dit : « *Nous avons une intelligence* ». Pour pouvoir l'exprimer, la faire entendre, nous avons dans cette recherche utilisé le Croisement des savoirs. **Madame de Laat** nous dit quelques mots sur cette démarche. Il faudrait plus de temps pour la détailler.

Le point de départ de la démarche du croisement des savoirs et des pratiques est de considérer les personnes en situation de pauvreté comme des personnes avec un savoir unique et indispensable pour comprendre et combattre la pauvreté et construire une société inclusive. La première étape est d'aller à la recherche de ces personnes, de celles qu'on entend le moins, pour les rassembler et leur permettre de construire un savoir collectif, avec leurs pairs et leurs associations de lutte contre la pauvreté. Nous parlons bien de savoir, et non pas de témoignage de vie. Une expérience ne devient qu'un savoir quand on y réfléchit, d'abord seul puis avec ses pairs, avec ceux qui vivent les mêmes choses. Qu'est-ce que cette expérience nous apprend sur la pauvreté, sur la manière de fonctionner de la société ? Pourquoi cela se passe ainsi ?

C'est à ce moment-là qu'on construit un savoir d'expérience. Ce savoir, croisé avec le savoir des praticiens et des chercheurs universitaires, permet d'avoir une meilleure connaissance de la réalité.

Mais croiser les savoirs ne va pas de soi. Il ne suffit pas de se mettre autour d'une table en faisant croire qu'on est tous à égalité. Cela nécessite des outils et des conditions particulières pour que chaque personne, chaque groupe de pairs puisse apporter son savoir, recevoir le savoir des autres et participer pleinement à la construction collective. Lors des rencontres de l'équipe de recherche, nous avons alterné des temps de réflexion individuelle avec des temps de réflexion entre pairs et des temps d'échange tous ensemble.

L'équipe de recherche a pris le temps et les moyens nécessaires pour que chacun ait pu être co-chercheur avec les autres du début à la fin. Nous avons imaginé la recherche ensemble, analysé les rapports des 22 groupes de pairs et écrit les résultats ensemble. En plus des journées de travail en équipe de recherche, il y a eu des temps de préparation individuelle et avec ses pairs (1 journée par semaine pour les personnes ayant l'expérience de la pauvreté). Une équipe de coordination s'est rencontrée régulièrement pour inventer des manières de faire et des outils qui permettent à tous de participer pleinement.

Croiser les savoirs est aussi croiser les pouvoirs. Qui décide de quoi ? Qui écrit les résultats ? Dans ce sens, le Croisement des savoirs est plus qu'une simple participation, elle est la mise en œuvre d'une démocratie participative dans laquelle les personnes en situation de pauvreté sont des partenaires à part entière.

---

Cette méthode croise les savoirs. Le savoir d'action y est présent **Madame Dufernez**, travailleuse sociale aujourd'hui à la retraite, dit en quoi cette démarche bouscule les regards et les pratiques.

Ces dernières années la participation des personnes accompagnées est devenu un incontournable des politiques publiques et plus particulièrement des politiques sociales. Il y a obligation de faire participer les personnes concernées, tel qu'inscrit dans la loi de janvier 2002.

Au cours de mon expérience professionnelle j'ai observé les difficultés à appliquer ces textes sur le terrain et à mobiliser les personnes concernées. Les différents dispositifs mis en place par les institutions ne m'ont pas pleinement satisfaite, Aussi, je me suis demandé pourquoi il était difficile de mobiliser les personnes concernées.

La recherche m'a apporté des réponses à cette question au travers de la méthode du croisement des savoirs : pour arrêter de penser à la place des personnes et donc de

décider pour elles, il faut reconnaître leur savoir, leurs acquis d'expérience de vie et leur capacité à contribuer à l'élaboration de leur projet.

J'ai découvert une méthode et des outils qui permettent d'assurer une réelle participation des personnes, des professionnels et des chercheurs.

Nous avons croisé nos savoirs et les avons analysés ensemble. Puis nous avons cherché un consensus qui n'était pas un cumul de savoirs mais une connaissance collective pour contribuer à une prise de décisions.

En tant que travailleuse sociale, je connaissais la pauvreté et la précarité, mais ce que j'ai découvert tout au long de cette recherche m'a beaucoup remise en question sur ma pratique professionnelle et la difficulté de prendre réellement en compte la parole des personnes.

Il est évident que si je reprenais une activité professionnelle aujourd'hui, je ne pourrais plus travailler comme avant.

---

Deux expériences transversales, huit dimensions. Comment cela interagit ? Les dimensions ne sont pas vues comme des causes et des conséquences, dans une relation linéaire. Par exemple, la dégradation de la santé peut être une conséquence de la pauvreté car on n'a pas les moyens de se soigner convenablement. Mais elle peut en être aussi une cause car une mauvaise santé peut empêcher de travailler.

Dans la pauvreté, tout est lié rien n'est figé. Pour comprendre la pauvreté, il en faut une approche systémique. **Monsieur Diaby** donne un exemple qui montre ces interactions entre dimensions, dans une interdépendance et une réciprocité de liens.

Si on part de la dimension des privations : le manque d'argent entraîne la maltraitance sociale et institutionnelle car les personnes sans ressources manquent de considération, sont discriminées et pas écoutées. On leur impose un accompagnement inadéquat. Elles n'ont pas le droit à l'erreur.

Cela entraîne des peurs et des souffrances, avec une perte de confiance en soi, la honte s'installe. Cela développe en même temps des compétences pour survivre et résister au poids de la pauvreté. Par exemple, la récupération et le recyclage. Mais ces compétences ne sont pas reconnues.

Dans le même temps, on peut voir la relation entre dimensions dans le sens inverse. Ces peurs et souffrances font que les personnes ne vont pas chercher leurs droits. Ces peurs et souffrances transforment ce non-recours aux droits en une maltraitance institutionnelle : par exemple, alors que le RSA est un droit, 30 % n'y ont pas accès. Ce qu'a mis en place l'institution ne marche pas assez, les obstacles sont trop grands pour certains.

Ce non-recours renforce les privations matérielles et de droits, agissant aussi sur la santé, réduisant la capacité à se projeter dans l'avenir, à faire des projets. Tout ceci renforce aussi le regard négatif de la société sur les personnes qui s'isolent... C'est une spirale sans fin...

---

Il faut penser les dimensions ensemble mais penser aussi l'action sur la base de ces relations entre les dimensions. L'exemple suivant donné par **Monsieur Gil** le montre.

Un centre social demande aux parents quelles actions mettre en place dans le quartier. Certains parents expriment leur inquiétude : leurs enfants manquent souvent l'école ou n'y vont plus du tout. Les enseignants de l'école sont aussi en souci de cet absentéisme et sont intéressés d'agir avec le centre social et les parents.

Le centre social met en place un projet pour rapprocher parents et école. Il organise des réunions entre l'école et les parents.

Mais les parents ne participent pas aux réunions. Ils ont peur à cause de leur expérience négative de l'école quand ils étaient enfants, à cause de la stigmatisation de leurs familles dans le quartier. Ils redoutent qu'on les tienne responsables de l'absence de leurs enfants. Ils ont peur aussi de ne pas pouvoir comprendre et se faire comprendre des enseignants, à cause de problèmes de langue mais aussi parce qu'ils ne se sentent pas appartenir au monde de l'école.

Les enseignants ne comprennent pas l'absence des parents à ces réunions et leur reprochent de ne pas se préoccuper de leurs enfants.

Ce que nous apprend cet exemple, c'est qu'en ciblant l'action sur une seule dimension, sans prendre en compte les autres dimensions, renforce la maltraitance institutionnelle et la stigmatisation des parents, car on les rend responsable encore plus de l'absentéisme de leurs enfants.

Cela ne permet pas aux enfants de revenir dans l'école ou d'y rester pour y apprendre.

Enfin cela rend les parents davantage impuissants quant au retour de leurs enfants à l'école.

---

On le voit, quand on s'attaque à une dimension, il est important de voir comment cela impacte les autres dimensions. Sinon au lieu de réduire la pauvreté, on peut la renforcer. Comment mesurer si les politiques publiques réduisent la pauvreté ? Comment mieux en mesurer toute la complexité ? **Madame Novelli**, statisticienne au Secours Catholique nous donne quelques explications :

Un indicateur est un outil d'évaluation et de prise de décision. Son but est de rendre compte d'un phénomène et de permettre l'étude de son évolution dans le temps.

La plupart du temps c'est une donnée chiffrée : on peut le mesurer d'une manière objective ou subjective.

Nous sommes bien conscients que de nombreux indicateurs existent déjà, tant pour mesurer la pauvreté que les inégalités et nous savons qu'ils sont très utiles. Mais ils sont très souvent monétaires ou sur la base des privations matérielles et ne reflètent pas l'ensemble des dimensions de la pauvreté.

Par exemple, environ 8% des ménages rencontrés par le Secours Catholique vivent au-dessus du seuil de pauvreté sans pouvoir faire face sans le soutien de l'association, peut-on vraiment dire qu'ils ne sont pas en situation de pauvreté ? Le fait de pousser la porte d'une association de lutte contre la pauvreté pourrait par exemple être un indicateur complémentaire de pauvreté.

Même si l'approche multidimensionnelle de la pauvreté est aujourd'hui admise et répandue, notamment au niveau des organisations internationales, les dimensions "Peurs et souffrances" ou "Compétences acquises et non reconnues" ou encore celles de "Maltraitance sociale et "Maltraitance institutionnelle" sont peu étudiées. L'équipe de recherche a débuté un travail sur les mesures, notamment sur les interactions entre les dimensions. Cela doit pouvoir être utile dans la réflexion sur de nouveaux indicateurs de pauvreté.

À travers le 1er objectif de développement durable, les pays reconnaissent que les manifestations de la pauvreté « *comprennent la faim et la malnutrition, l'accès limité à l'éducation et aux autres services de base, la discrimination et l'exclusion sociale ainsi que le manque de participation à la prise de décisions.* »

Des questions légitimes se posent ensuite sur les mesures : Quelles dimensions prendre en compte ? Quelle est leur importance relative ? Comment les articuler ?... Ceci pose la question du processus par lequel la pauvreté est abordée. Ce processus est traditionnellement réservé à des experts – économistes, statisticiens, etc. – travaillant dans des laboratoires de recherche universitaire, des institutions gouvernementales ou internationales. Les personnes en situation de pauvreté sont très peu, ou pas du tout, associées à ce travail. La recherche que nous avons menée pendant 3 ans montre que le croisement des savoirs apporte beaucoup et peut apporter dans la définition de nouveaux indicateurs complémentaires.

Dans le domaine de la recherche scientifique, comment se saisir de ce type de programme ? Est-ce que une recherche en croisement des savoirs créé de nouvelles connaissances ? **Madame Lasida**, enseignante-chercheuse nous l'explique.

C'est toujours la question qu'on nous pose : qu'est-ce que vous avez trouvé de nouveau par rapport à ce qu'on savait déjà de la pauvreté. Pour un chercheur, c'est difficile de dire en quoi nous arrivons à des résultats nouveaux par rapport à ce qui a déjà été découvert car la création de connaissance est un processus continu qui est nourri par tout ce qui a été fait avant. Et puis nous n'avons pas encore eu le temps de faire l'évaluation et on attend aussi avec impatience la thèse de doctorat que Monsieur Gil est en train de faire sur la recherche que nous avons menée ensemble. Tout ça va nous aider à mieux identifier quelle est la nouveauté de notre travail. Mais en tant que chercheuse, je dirais qu'il y a deux choses qui sont pour moi des pistes qui ouvrent des nouveaux chantiers pour travailler sur la pauvreté.

D'une part, il y a la dimension "Peurs et souffrances" qui est une des dimensions pour laquelle il y a eu le plus de caractéristiques proposées. Cette dimension est subjective, elle renvoie aux ressentis. C'est très difficile en tant que chercheur de pouvoir objectiver, conceptualiser le ressenti. Souvent, on va se limiter à utiliser le ressenti pour nuancer, colorer les dimensions objectives. La recherche nous pose ainsi un défi nouveau : comment conceptualiser, mesurer, intégrer ces dimensions subjectives qui semblent avoir une place centrale dans l'expérience de pauvreté ?

L'autre chose, c'est l'approche systémique de la pauvreté. Le caractère multidimensionnel de la pauvreté est déjà souligné par plusieurs penseurs. Or ce que nous avons découvert de nouveau dans cette recherche, ce n'est pas tellement des dimensions nouvelles, même s'il y a peut-être certaines dimensions moins connues, mais c'est l'aspect systémique. On ne peut pas aborder une dimension indépendamment des autres. En tant que chercheuse, je dirais que c'est de l'ordre de la révolution scientifique. Parce qu'en tant que chercheurs, ce que nous faisons habituellement, c'est que face à un problème, on va séparer et on va appeler l'expert de chacun des composants du problème. Mais là, la recherche nous invite à faire exactement le contraire : non pas appeler l'expert en économie, l'expert en droit, l'expert au logement, en santé pour obtenir des réponses à chacun de ces problèmes séparément, mais faire croiser l'expertise de chaque chercheur avec celle des autres expertises. Au problème de la pauvreté, on ne peut pas répondre séparément, mais il faut répondre de manière articulée et croisée.

Pour clore la prise de parole de l'équipe de recherche, **Monsieur Bendjaballah** parle au nom des militants Quart Monde :

La pauvreté n'est pas une fatalité, on peut s'en sortir. Beaucoup pensent le contraire, disent qu'on se complaît dans notre situation. Ce discours nous met dans des cases. On ne nous consulte pas, on nous contrôle, on nous rend coupable de notre situation.

Pour mieux agir contre la pauvreté, il est nécessaire de mieux la comprendre. Nous pouvons aider à cela. Dans le plan pauvreté, le président de la République a annoncé que l'objectif est l'éradication de la pauvreté. C'est votre mission, nous pouvons vous aider. Pour cela, nous devons être considérés comme des citoyens à part entière, pas comme des ignorants. Notre savoir est nécessaire pour une meilleure connaissance de la pauvreté. Donnez-nous les moyens de partager avec vous notre connaissance.

Mesdames les ministres, Monsieur le délégué interministériel, nous vous remercions de nous avoir reçus et écoutés.

---

Nous espérons que cette recherche sera utile et utilisée. **Monsieur Souaré**, vice-président du Centre Socio-Culturel des 3 cités à Poitiers et **Monsieur Divoux**, directeur, nous disent comment cela peut être utile pour eux, dans leurs actions.

On pourrait se dire que vient faire une association de quartier, un centre socio-culturel dans une recherche internationale.

Et pourtant, cette recherche a été un moment important pour nous, qui sommes une association de quartier : 22 habitants de notre quartier qui vivent ou qui ont vécu la pauvreté, 15 professionnels de Poitiers y ont participé.

Cela crée une dynamique, un questionnement, un bouillonnement local. Cette recherche vient donc irriguer en profondeur notre action quotidienne.

Elle nous dit ce qui est important et ce qui l'est moins, elle nous indique donc sur quoi doit porter notre action en priorité, se centrer plus que jamais sur les questions sociales, et par exemple celles qui sont très présentes dans notre quartier politique de la ville qu'est le quartier des 3 Cités, la maltraitance institutionnelle quand on est mal accueilli chez le bailleur social, la maltraitance sociale quand les habitants du centre ville chuchotent à proximité d'habitants de notre quartier, quand l'isolement et la dégradation de la santé produisent des morts solitaires et anonymes dans la cité.

Depuis longtemps, au sein de notre association, nous portons une croyance, affirmée par notre projet politique, que les ressources pour avancer sur les difficultés du quartier, se trouvent au sein du quartier, chez les habitants.

Cette recherche, au travers de la dimension des compétences non reconnues vient démontrer cela et conforter ce parti pris.

Depuis 5 ans, nous avons développé une démarche qui s'appelle "développement du pouvoir d'agir des habitants" qui vise à accompagner des groupes d'habitants à résoudre les problèmes, les difficultés qui sont les plus importants pour eux : aujourd'hui cela concerne l'emploi, les déplacements en bus, la mauvaise isolation phonique des logements par exemple.

Ces groupes s'appuient d'un point de vue méthodologique notamment sur la méthode du croisement des savoirs et des pratiques que nous avons découvert auprès d'ATD Quart Monde il y a maintenant une dizaine d'années et la recherche est venue alimenter encore nos outils, nos méthodes. Le croisement des savoirs et des pratiques est un levier puissant pour poser les mots les plus justes possibles sur les vécus et les partager, construire ensemble des solutions nouvelles, innovantes, bousculantes parfois.

Ces groupes s'appuient aussi sur cette dimension nouvelle apportée par le rapport : le combat. Nous essayons ainsi d'offrir l'espace d'expression à tous ces combats individuels, à ces résistances que mettent en œuvre des centaines de personnes et de cheminer ensemble vers un combat collectif.

Nous croyons fortement à ces formes d'alliance, entre habitants et chercheurs, entre associations locales et ONG internationales, seules capables selon nous d'inventer les solutions concrètes, réalistes, associant le plus grand nombre à leur élaboration.

---

### **Véronique Fayet**, présidente du Secours Catholique – Caritas France clôt la présentation :

Je suis très fière que le Secours Catholique ait été associé à cette recherche. Je remercie ATD Quart Monde de nous avoir invités. Cela nous a beaucoup appris. Dans le temps, cela va peut-être modifier notre rapport statistique annuel qui est porté beaucoup par Pascale Novelli. Cela va beaucoup nous nourrir.

Je vais m'appuyer sur ce que j'ai entendu, remercier tous les militants et participants. J'ai entendu les mots d'honneur, de dignité. J'ai entendu aussi les combats, les résistances, non reconnus parfois mais bien réels. J'ai entendu aussi souffrances, peurs, honte, culpabilité. Mais on a entendu aussi surtout les mots savoir et compétences. Et nous en avons eu la démonstration par des prises de parole très fortes.

Peut-être quelques questions et quelques pistes qui pourraient ouvrir notre débat pour Mesdames les Ministres et Monsieur le Délégué.



Comment pensez-vous pouvoir se saisir de ces résultats et de cette méthode, car l'un ne va pas sans l'autre en fait, très concrètement dans la mise en œuvre des Objectifs du Développement durable, mais aussi dans la stratégie de lutte contre la pauvreté ?

J'avais envie de vous demander s'il serait possible de partager cette recherche en conseil des ministres. Puisque nous venons de dire que c'est systémique donc que toutes les dimensions des politiques publiques étaient concernées. Il me semble que cela pourrait faire un bon sujet pour un séminaire du gouvernement. Quand on dit que c'est systémique, ça veut dire que le ministre du logement est concerné, ça veut dire que le ministre des finances est concerné, comme celui de la culture,... Il faut aller jusqu'au bout du système. Et vous n'avez pas à porter tous les trois tout seuls, le poids de l'intensité de la demande qui s'exprime là. Il faut que ce soit porté collectivement.

Ensuite, il y a la question des indicateurs qui a été soulevée : comment peut-on travailler ensemble, toujours dans le cadre des Objectifs du Développement durable, avec d'autres universités et avec d'autres pays, pour creuser les pistes qui ont été données dans ce rapport et pour élaborer des indicateurs ?

Et puis, dernier point : comment est-ce qu'on peut rendre vraiment possible une participation des personnes les plus pauvres dans la stratégie de lutte contre la pauvreté ? Avec Olivier Noblecourt et Christelle Dubos, il y a des choses qui sont en marche. Mais on voit bien dans ce qu'on entend là qu'il faut aller beaucoup plus loin, dans l'ambition, dans la méthode. Ce n'est pas forcément quantitatif mais qualitativement, il faut aller plus loin, il faut faire différemment. Je me disais aussi, dans la convention citoyenne sur l'écologie qui vient de démarrer, est-ce que des personnes qui ont l'expérience de la pauvreté vont vraiment avoir leur place ? Puisqu'ils sont non seulement précurseurs, j'ai entendu qu'ils disaient qu'ils sont inventeurs du développement durable. Ce n'est pas faux, en tous cas, prophétique sur la question du développement durable et sur la question sociale, ils savent nous dire quelles sont les conditions d'une vie digne. Donc déjà dans vos deux ministères, sans attendre que tous les autres ministères se mettent en ordre de marche, il y aurait peut-être matière à réfléchir tous ensemble sur ce que pourrait être un plancher social qui permette une vie digne, et un plafond écologique qui nous empêche de consommer plus que ce qui est bon et juste pour conserver la planète (on est à 2,5 planètes en France). Je pense que les personnes qui vivent et qui expérimentent au quotidien ce qu'est une vie difficile pourrait beaucoup nous apprendre sur ce que c'est un plancher social et un plafond écologique, à l'intérieur duquel il y aurait une vie bonne.